Les dettes publiques proches des 50 000 milliards

23/12/2009 à 6h00

Selon l'agence d'informations financières et de notation Moody's, le cumul des dettes publiques mondiales devrait se rapprocher des 50 000 milliards de dollars en 2010. D'après les chiffres publiés, la crise aura engendré, sur trois ans, une augmentation d'environ 45 %, soit plus de 15 000 milliards de dollars.



Pourcentage des dettes publiques par pays en juin 2009 (source: Wikipédia)

Au total, 80 % de cette augmentation proviennent des principaux pays industrialisés, États-Unis en tête. A eux seuls, les États-Unis représentent actuellement plus du quart du total des dettes publiques, les 12 000 milliards ont été franchis en novembre 2009 avec une croissance de plus de 1 400 milliards sur les douze derniers mois.

> ***Par contre, les vrais gagnants, seront comme toujours, des détenteurs de la finance mondiale, ces dettes colossales des États rapportent tous les jours des intérêts de plus en plus importants et toujours autant improductifs. Au total, ces quelque 50 000 milliards de dollars représenteront, en 2010, 80% du PIB de la planète.***

Ce bond en avant résulte, d'une part, des sommes dépensées pour les plans de relance et, d'autre part, d'une chute considérable des recettes fiscales des États. L'addition apparaît d'autant plus lourde que, mis à part un système financier qui, pour l'instant, a évité le dépôt de bilan, **ce sont plus de 20 millions d'emplois qui ont été perdus depuis octobre 2008.**

Si, comme l'indique Moody's, « *L'année 2010 pourrait s'avérer mouvementée pour les émetteurs de dette souveraine,* » elle devrait aussi devenir de plus en plus dure pour les populations des pays endettés. Comme le précise Moody's, « *les États notés Aaa n'auront vraisemblablement pas le luxe d'attendre que la reprise soit assurée pour annoncer, voire mettre en œuvre, des politiques d'assainissement budgétaire crédibles.* »

Il faut entendre par « *assainissement budgétaire,* » l'augmentation des taxes, des impôts et la diminution des services sociaux et publics.

Une Opinion